

Henri BERNARD, *La Résistance 1940-45*, « Notre Passé », (Bruxelles 1968, 141 p.)

Il n'est pas nécessaire de souligner que c'est là un sujet très difficile à traiter, très difficile pour des raisons différentes mais qui sont plus ou moins liées les unes aux autres. La première c'est que la résistance, par ses implications et ses conséquences, n'a pas cessé jusqu'à nos jours, de toucher des sensibilités profondes.

La seconde raison qui rend le sujet délicat, c'est l'extraordinaire pauvreté des travaux historiques parus en Belgique et relatifs à ce qui s'est passé dans notre pays sous l'occupation. La rareté même de ces travaux font qu'une discussion approfondie n'a pas eu lieu, discussion qui aurait accéléré la maturation des problèmes et par là même, une certaine décantation. Il semble bien qu'à cet égard, la Belgique soit très en retard sur tous les pays occidentaux. Nous y reviendrons.

En dehors de son caractère délicat, le thème développé par le Colonel Bernard offre encore d'autres difficultés dont l'auteur s'est rendu compte. L'une, c'est que le caractère clandestin même de la résistance fait qu'il n'est pas facile d'étendre son information très loin. On est toujours plus au moins amené à traiter de préférence de ce qui s'est passé dans les milieux que l'on a fréquentés soi-même. Et bien entendu, il y a encore un problème plus vaste : si en général aucun phénomène historique ne devrait être traité hors de son contexte, cela est à la fois plus vrai encore et plus difficile pour un sujet tel que la résistance, puisque la résistance ne peut pas être séparée de divers

arrière-plans : le comportement de la population occupée à l'égard des occupants (ce qui englobe une étude approfondie d'une opinion publique fluctuante) et non moins cet autre phénomène considérable et qui est généralement tenu pour tabou par les historiens : la collaboration avec l'ennemi.

De tout cela le Colonel Bernard se rend parfaitement compte et on ne lui reprochera pas de n'avoir pas esquissé même une étude approfondie des grands problèmes dans un volume de format aussi réduit. Ce qu'il nous donne, ce sont 141 pages comportant 13 chapitres, dont les principaux sont : Les chaînes d'évasion, L'aide aux réfractaires et aux juifs, Le service de renseignement, La Résistance armée, La Libération et la victoire d'Anvers.

On ne trouvera pas énormément de choses nouvelles dans ce volume, qui au total comporte surtout une énumération de cas et d'exemples, le tout présenté de manière assez journalistique. Je ne crois pas d'ailleurs qu'il était possible de faire beaucoup plus dans l'état actuel des recherches et au total nous devons être reconnaissants au Colonel Bernard de nous avoir donné un aperçu d'ensemble qui, pour demeurer à la surface des choses, n'en met pas moins en place tous les éléments essentiels.

Il serait trop facile de reprocher à l'auteur sa vision personnelle des événements. Je l'ai déjà dit, il n'est pas possible en Belgique aujourd'hui, d'écrire avec détachement sur la résistance, du moins cela est impossible à la génération qui a subi l'occupation. N'oublions pas en effet, que la résistance n'a pas seulement été une option de lutte patriotique, mais en même temps une option politique : ce n'était pas par hasard que les résistants adhéraient à une organisation plutôt qu'à une autre.

On militait d'ailleurs normalement au sein même du groupe social auquel on appartenait. Tout cela se réduit un peu schématiquement à une opposition entre les deux principales organisations : le Front de l'Indépendance qui se rattachait à la gauche et l'Armée Secrète qui se rattachait à la droite. Dans la première, les communistes étaient influents, la seconde était surtout composée de militaires.

Officier supérieur lui-même, le Colonel Bernard ne peut pas ne pas trahir sa préférence. Cela ne veut pas dire que le livre manque d'objectivité, mais il s'agit d'une objectivité intellectuelle qui ne recouvre que très imparfaitement des préférences affectives certaines. N'importe quel auteur dans l'un ou l'autre sens se serait comporté de la même manière que le Colonel Bernard. Celui-ci donc veut être objectif. Cela s'exprime notamment dans les pages où il traite du Front de l'Indépendance. Il s'efforce d'apprécier honnêtement ce que ce dernier a réalisé. Il s'applique à lutter contre un certain anti-communisme primaire qui identifie Front de l'Indépendance et communisme. Mais il y a une très nette différence de ton lorsqu'il s'agit de l'Armée Secrète. Luttant contre une tendance à l'apologie de l'Armée Secrète, l'auteur est un peu sur la défensive. Il ne cache pas les accusations de fascisme qui ont été portées contre l'Armée Secrète, mais il les conteste, beaucoup plus fortement qu'il ne contestait le caractère communiste du Front de l'Indépendance. Il n'a probablement pas tort sur le fond, mais où il trahit sa pensée profonde, c'est où il mentionne à plusieurs reprises que certaines organisations de résistance ne sont pas politiques. Il est clair qu'ici, sans le dire, l'auteur oppose avec approbation ces organisations au Front d'Indépendance. Mais qui ne voit qu'une organisation

qui n'a pas d'objectif politique est, par là même, une organisation qui approuve la situation sociale pré-existante, donc une organisation de conservateurs sinon de réactionnaires ? Et il y a un autre élément : certaines pages de ce petit livre se lisent comme un nobiliaire ou un annuaire militaire. Ce sont surtout des actes héroïques posés par des membres de la noblesse ou de l'armée qui y sont mentionnés. Loin de moi de m'en plaindre. Noblesse et officiers ont joué un rôle glorieux dans la résistance. D'ailleurs l'auteur a déjà fait remarquer dans son introduction que, par la force des choses, on est surtout bien renseigné pour les faits de résistance sur ce qui se passe dans le milieu auquel on appartient. Ce caractère particulier du livre de Bernard est donc parfaitement compréhensible et excusable, mais il aboutit pourtant, surtout dans un petit livre, destiné au grand public, à donner l'impression que la résistance a été surtout l'œuvre de nobles, d'officiers et de bourgeois.

Ouvriers et intellectuels, paysans et petit bourgeois, n'apparaissent pratiquement pas et si le Colonel Bernard rend parfaitement justice au Front de l'Indépendance, il le fait significativement dans un ou deux chapitres bien déterminés, tandis que l'action des autres résistants apparaît partout. Or, je constate qu'à peu près tous les actes spectaculaires de résistance dont j'ai passivement souvenir, sont le fait du Front de l'Indépendance, ce que j'avais en partie ignoré jusqu'au moment où j'ai lu le livre de Bernard. Il semble donc bien que, malgré ses efforts, l'auteur n'ait pas pu éviter un certain déséquilibre. Il est probable d'ailleurs que cela sera toujours le cas, tant que l'histoire de la résistance sera écrite par des résistants.

Tout cela n'empêche, je le répète, que ce petit livre me semble être le meilleur exposé d'ensemble publié jusqu'à présent, sur la résistance en Belgique.

J'ai dit en commençant que la Belgique était sans doute en toute dernière place pour ce qui est de l'histoire de l'occupation de 1940-45. Cela tient à une grande variété de facteurs. L'un, ce sont les principes périmés appliqués en Belgique dans le domaine de la communication des archives et, plus généralement, la politique belge en matière d'archives. On sait qu'en Belgique, les documents récents ne sont communicables au public que lorsqu'ils ont atteint une limite d'âge, variable selon le genre de documents, et dans certains cas, tels les documents judiciaires, avec l'autorisation — pas toujours accordée, même pour des documents fort anciens — du procureur général.

Tout cela aboutit à la situation que voici : alors qu'aux Etats-Unis par exemple, des documents extrêmement proches de nous — ceux relatifs à la crise de Cuba par exemple — sont communiqués au public, on peut s'estimer très heureux en Belgique d'obtenir communication des documents vieux d'un demi-siècle. Le résultat, c'est qu'il est impossible de faire du travail sérieux sur l'histoire du dernier demi-siècle, la seule, peut-on dire, qui intéresse vraiment tout le monde. C'est ce qui a permis l'essor de la science politique, qui s'occupe des événements récents avec des exigences documentaires très réduites.

Rien de plus frappant qu'une comparaison avec la Hollande. Il apparaît que dans ce pays, nos inhibitions à propos de documents récents n'existent pas.

Il faut toutefois noter qu'il existe apparemment d'autres caractéristiques qui aboutissent à creuser la différence entre la Belgique et d'autres pays. J'ai été stupéfait de constater combien nombreuses sont les personnalités hollandaises (pour ne pas ajouter aussi allemandes), qui ont tenu un journal détaillé.

Cela ne paraît guère être le cas en Belgique ou en France. De même, on constate que des archives politiques par exemple, les procès-verbaux des bureaux des partis politiques sont admirablement conservés en Hollande et ne le sont à ma connaissance, ni en Belgique ni en France. En troisième lieu, mais c'est peut-être la conséquence de ce qui précède, il existe sur l'entre-deux-guerres et l'occupation en Hollande, une foule de travaux basés soit sur des interviews, soit sur des archives qui permettent de se faire une image très concrète de ce qui fut par exemple l'occupation en Hollande. Si le livre de Wim ZAAL, *De Herstellers* (Utrecht 1966) qui vise à donner un aperçu sur les mouvements fascistes entre les deux guerres, manque de relief et de profondeur, il n'en demeure pas moins que nous n'avons rien de comparable en Belgique. A plus forte raison en est-il ainsi avec le livre de Konrad KWIET, *Rijkscommissariaat Nederland - mislukte poging tot vestiging van een nationaal-socialistische orde* (Baarn 1969), lequel repose sur une documentation très vaste et aborde précisément ce volet (la collaboration politique avec l'occupant) qui manque encore chez nous. Pour ce qui est des voix venues des opprimés eux-mêmes, je tiens à signaler deux ouvrages récents qui se complètent un peu : celui de Jaap MEIJER, *Hoge Hoeden, Lage Standaarden. De Nederlandse Joden tussen 1933 en 1940* (Baarn, 1969) et celui de WEINREB, *Collaboratie en Verzet 1940-45*, Band I (Amsterdam 1969). Ces 2 volumes en effet ouvrent le vaste champs des problèmes de la critique dans le domaine de la résistance. C'est là un problème dont le Colonel Bernard ne parle pas et qui pourtant devra être tôt ou tard lui aussi abordé. Ainsi le résistant Weinreb apprécie de manière extrêmement sévère le comportement de la population hollandaise, résistants et autres. J'ignore dans quelle mesure il a raison dans chaque cas particulier, mais il est tout à fait évident qu'il était temps de poser le problème : il n'est pas vrai que tout le monde (sauf « une infime minorité ») fut hostile aux occupants, de pensée sinon de fait; il est exact aussi que la notion de résistant est ambiguë. J'incline à croire qu'ici Weinreb ne fait pas assez la part des choses. En définitive, pour lui, il n'y a eu que des « mauvais ». Mais il était bon de réagir contre la notion d'un monde composé de blancs tout blancs et de noirs, tout noirs. De même, la lecture du livre de FOOT, *SOE in France*, en montrant les terribles erreurs que les services spéciaux anglais sur le continent ont commis par moments, — et qui entraînèrent l'élimination de réseaux entiers de résistance — place le problème de la résistance sur un plan autrement réel que celui qui ressort, notamment, du petit livre de Bernard.

En résumé, pour ce qui est, non pas seulement de l'histoire de la résistance — qui me paraît être à certains égards, un faux sujet — mais pour ce qui est de l'étude du comportement de nos populations sous l'occupation, — immense problème humain aux facettes innombrables — on doit souhaiter que le travail soit entrepris sérieusement et sur la base la plus large.

Il serait désastreux de laisser ce domaine en friche. Dans la mesure où l'histoire peut apprendre à l'homme ce que l'homme est vraiment, aucun domaine sans doute n'est plus fécond que cette histoire.

J. DRONDT.